



# Solidarité avec le peuple kanak. Report du référendum du 12 décembre !

2 décembre 2021

## Solidarité avec le peuple kanak Report du référendum du 12 décembre !

Le gouvernement français affirme maintenir au 12 décembre 2021 la consultation référendaire portant sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Cela en dépit des appels de l'ensemble des organisations politiques, syndicales et associatives représentant le peuple kanak, à reporter cette consultation à l'automne 2022, ainsi que de leur annonce d'une non-participation au cas où ce troisième référendum serait maintenu en décembre 2021 ; en dépit également des appels d'organisations de la région océanienne et française témoignant de leur soutien au report.

L'épidémie du Covid frappe durement ce territoire depuis le 6 septembre, les actuels indicateurs restent fragiles et toute réelle campagne politique est rendue impossible. Ce ne sont pas des calculs liés au calendrier électoral hexagonal qui peuvent prendre le dessus sur la prise en compte de la situation du pays.

La volonté d'imposer le vote le 12 décembre représente un geste irrespectueux à l'égard du peuple kanak et des autres populations océaniques, alors même que la majorité des décès liés au Covid les concerne. Dans un contexte particulièrement difficile qui empêche le travail du deuil et les coutumes qui l'accompagnent, essentielles en monde océanien, il serait incongru de prétendre organiser des meetings ou toute autre opération de campagne. Celle-ci ne peut être envisagée et la seule option raisonnable impose de repousser l'échéance pour donner du temps au temps et offrir des conditions plus sereines et apaisées.

À l'inverse, céder à la précipitation et à la brutalité pour imposer un calendrier voulu par les seuls partisans de la Nouvelle-Calédonie dans la France serait une grave erreur. Car l'avenir du pays exige une campagne exemplaire d'équité et un résultat incontesté. En 2019, le Premier ministre, Édouard Philippe, avait proposé une consultation à l'automne 2022.

Passer outre l'exigence d'un report de la consultation, c'est disqualifier celle-ci, cela aux échelles locale, nationale et internationale. C'est prendre la responsabilité d'une rupture avec les efforts des 30 dernières années pour assurer un processus inédit de décolonisation. Et, à l'inverse de l'apaisement souhaitable, c'est prendre le risque d'alimenter ressentiment et colère, et faire obstacle à la recherche d'une solution politique satisfaisante.

Comment imaginer une consultation référendaire privée de la participation du peuple premier ? Comment accepter l'idée que pourrait être imposé un projet d'avenir pour la Kanaky Nouvelle-Calédonie sans les Kanak ?

Il n'est pas trop tard pour éviter de s'engager dans une impasse et pour réengager le dialogue entre les diverses forces sociales et politiques concernées.

-----Pour signer : solidarite-kanaky@lists.riseup.net-----

### Appel à l'initiative

- du Mouvement des jeunes Kanak en France (MJKF),
- de l'Association Information et Soutien aux Droits du Peuple Kanak (AISDPK)
- et du Collectif Solidarité Kanaky : MJKF, USTKE (Union Syndicale des Travailleurs Kanak et des Exploités en France), Union syndicale Solidaires, CNT (Confédération Nationale du Travail), STC (Syndicat des Travailleurs de la Côte), Association Savvée, Ensemble I, NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), PIR (Parti des Indigènes de la République), PCOF (Parti Communiste des Ouvriers de France), Union Communiste Libertaire, PEPS (Pour une Écologie Populaire et Sociale), Ni guerre ni État de guerre, FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s), FUIQP (Front Uni des Immigrations et des Quartiers populaires), UP (Union Pacifiste).
- et des signataires :

Le gouvernement français affirme maintenir au 12 décembre 2021 la consultation référendaire portant sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Cela en dépit des appels de l'ensemble des organisations politiques, syndicales et associatives représentant le peuple kanak, à reporter cette consultation à l'automne 2022, ainsi que de leur annonce d'une non-participation au cas où ce troisième référendum serait maintenu en décembre 2021 ; en dépit également des appels d'organisations de la région océanienne et française témoignant de leur soutien au report.

L'épidémie du Covid frappe durement ce territoire depuis le 6 septembre, les actuels indicateurs restent fragiles et toute réelle campagne politique est rendue impossible. Ce ne sont pas des calculs liés au calendrier électoral hexagonal qui peuvent prendre le dessus sur la prise en compte de la situation du pays.

La volonté d'imposer le vote le 12 décembre représente un geste irrespectueux à l'égard du peuple kanak et des autres populations océaniques, alors même que la majorité des décès liés au Covid les concerne. Dans un contexte particulièrement difficile qui empêche le travail du deuil et les coutumes qui l'accompagnent, essentielles en monde océanien, il serait incongru de prétendre organiser des meetings

ou toute autre opération de campagne. Celle-ci ne peut être envisagée et la seule option raisonnable impose de repousser l'échéance pour donner du temps au temps et offrir des conditions plus sereines et apaisées.

À l'inverse, céder à la précipitation et à la brutalité pour imposer un calendrier voulu par les seuls partisans de la Nouvelle-Calédonie dans la France serait une grave erreur. Car l'avenir du pays exige une campagne exemplaire d'équité et un résultat incontesté. En 2019, le Premier ministre, Édouard Philippe, avait proposé une consultation à l'automne 2022.

Passer outre l'exigence d'un report de la consultation, c'est disqualifier celle-ci, cela aux échelles locale, nationale et internationale. C'est prendre la responsabilité d'une rupture avec les efforts des 30 dernières années pour assurer un processus inédit de décolonisation. Et, à l'inverse de l'apaisement souhaitable, c'est prendre le risque d'alimenter ressentiment et colère, et faire obstacle à la recherche d'une solution politique satisfaisante.

Comment imaginer une consultation référendaire privée de la participation du peuple premier ?

Comment accepter l'idée que pourrait être imposé un projet d'avenir pour la Kanaky Nouvelle-Calédonie sans les Kanak ?

Il n'est pas trop tard pour éviter de s'engager dans une impasse et pour réengager le dialogue entre les diverses forces sociales et politiques concernées.

Pour signer : [solidarite-kanaky@lists.riseup.net](mailto:solidarite-kanaky@lists.riseup.net)

Appel à l'initiative

- du Mouvement des jeunes Kanak en France (MJKF),
- de l'Association Information et Soutien aux Droits du Peuple Kanak (AISDPK)
- et du Collectif Solidarité Kanaky : MJKF, USTKE (Union Syndicale des Travailleurs Kanak et des Exploités en France), Union syndicale Solidaires, CNT (Confédération Nationale du Travail), STC (Sindacatu di i Travagliadori Corsi), Association Survie, Ensemble !, NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), PIR (Parti des Indigènes de la République), PCOF (Parti Communiste des Ouvriers de France), Union Communiste Libertaire, PEPS (Pour une Ecologie Populaire et Sociale), Ni guerre ni État de guerre, FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigré-e-s), FUIQP (Front Uni des Immigrations et des Quartiers populaires), UP (Union Pacifiste).
- et des signataires : cf en pj

• Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Actualités internationales >

• Adresse de cet article :

<https://ancien.solidaires.org/Solidarite-avec-le-peuple-kanak-Report-du-referendum-du-12-decembre-2019>